

La territorialisation en Argentine des activités tournées vers l'exportation (mine, hydrocarbures, agriculture): entre conflits et co-production socio-spatiale.

Marie FORGET

Université Savoie - Mont Blanc

UMR CNRS 5204 EDYTEM

Bâtiment « Pôle Montagne » 5 bd de la mer Caspienne F-73376 Le Bourget du Lac cedex

marie.forget@univ-smb.fr

Martine GUIBERT

Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

UMR CNRS 5193 LISST/Dynamiques rurales

Maison de la Recherche,

31 058 Toulouse cedex 09

guibert@univ-tlse2.fr

Silvina Cecilia CARRIZO

Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Universidad Nacional de La Plata, Argentina.

Centro de Investigaciones Urbanas y Territoriales. Facultad de Arquitectura y Urbanismo.

Calle 47 n° 162 La Plata (1900) Provincia de Buenos Aires, Argentina

scarrizo@conicet.gov.ar

Résumé

En Argentine, les modes de développement des productions du secteur primaire (mine, hydrocarbures, agriculture) invitent à réfléchir aux stratégies déployées par les acteurs car elles déterminent leur façon de « faire territoire » ou non. Des négociations peuvent dépasser des situations conflictuelles et, là où le dialogue arrive à se structurer, une co-production des systèmes socio-spatiaux locaux peut s'établir par le biais de processus d'hybridation des logiques publiques et privées, et du fait de positions consensuelles plus ou moins tacites.

Summary

In Argentina, the modes of development of production of primary sector (mine, hydrocarbons, agriculture) invite to think about the strategies deployed by the stakeholders. These determine the way of "making territory" or not. Negotiations can go beyond conflictual situations and, where the dialogue is able to be structured, a local socio-spatial systems co-production can be established through processes of hybridization of public and private logics, and through more explicit consensual positions.

Mots-clés : hydrocarbures, agriculture, mine, territorialisation, Argentine

Key words: hydrocarbons, agricultural, mine, territorialization, Argentina

Introduction

À partir des années 2000 (après les ajustements macroéconomiques structurels des années 1990), l'Argentine, comme beaucoup d'autres pays en Amérique latine, accroît ses activités extractives (or, argent et autres minerais métallifères, notamment), l'exploitation des pétroles conventionnels et des gaz, huiles et pétrole de schiste, et intensifie ses productions agricoles et d'élevage. Ces différents secteurs de production primaire, production qui consiste à prélever et/ou à exploiter les matières premières du sol et du sous-sol, sont de plus en plus souvent conduits dans le cadre de projets productifs d'envergure (méga-projets miniers à ciel ouvert ou *open pit*, champs pétrolifères) et grâce aux dernières innovations technologiques et à l'incorporation importante de capitaux (Redon *et al.* 2015 ; Mérenne-Schoumaker, 2007). Le développement de productions agricoles pratiquées sur de vastes étendues et grâce à des moyens technologiques et financiers de même type, est également caractéristique de l'évolution des activités économiques dans les milieux ruraux. Le niveau de transformation industrielle sur place de ces matières premières, extraites (or, pétrole, etc.) ou produites (cultures, élevages, etc.) est minimal, leur destin étant l'exportation vers les économies industrialisées des pays du Nord, de la Chine et des autres pays émergents, selon une division internationale du travail qui perdure et qui renforce le rôle historique de l'Amérique latine en tant que fournisseur de ressources primaires et de biens semi-transformés (Gorenstein et Ortiz, 2017).

En Argentine, ces productions se localisent notamment dans les régions dites périphériques (pied des Andes, Patagonie, Chaco) (Forget, 2015), en fonction de la présence de gisements identifiés comme potentiellement rentables et/ou de terres perçues comme pouvant être incorporées au modèle agricole déjà implanté dans la Pampa et ses espaces alentours. Le discours politique et les éléments de légitimation portés par les acteurs de chacun de ces secteurs (groupes étrangers, entreprises locales, institutions publiques, populations concernées) mettent l'accent sur la valeur donnée à ces zones rurales, via une nouvelle efficacité productive (Svampa et Viale, 2014), et sur leur intégration à la vie économique du pays (Radovich, 2005). Les territoires où ces activités extractives se déploient, s'affranchissent, en quelque sorte, de leur caractère périphérique, de par les revenus générés qui les inscrivent dans le schéma économique national et de par l'image positive dont ils sont censés bénéficier. Ils se retrouvent connectés et participent aux chaînes globalisées de valeur par le biais des entreprises transnationales qui s'y installent, des acteurs nationaux qui travaillent avec elles et de l'appui des autorités publiques.

Dans cet article, nous questionnons la territorialisation, en milieu rural, des acteurs de trois secteurs piliers de l'économie argentine : l'agriculture (la culture du soja s'étant imposée depuis la fin des années 1980, les productions régionales comme les fruits ou la vigne vivant un certain essor), les productions d'hydrocarbures (secteur extractif historique depuis le début du XX^{ème} siècle) et l'exploitation minière (qui se développe à partir du milieu des années 1990). Nous ne comparons pas les trois secteurs mais interrogeons les enjeux et les conséquences des modes d'ancrage socio-spatial des acteurs engagés dans leur développement, autrement dit leur territorialisation. Nous entendons par processus de territorialisation, une situation géographique résultant de la projection d'un système d'intention humain sur une portion de la surface terrestre (Raffestin, 1986, Di Méo, 1998, Elissalde, 2002). Ce processus ne s'inscrit pas dans des espaces « vierges » mais vient bousculer d'autres territorialités, c'est-à-dire d'autres activités, d'autres relations et d'autres manières de penser le territoire. Il est également porté par un projet politique et économique, le plus souvent d'échelle nationale, avec des formes d'instrumentalisation du territoire par les acteurs politiques et institutionnels, de choix stratégiques de localisation et d'insertion dans les tissus socio-économiques.

Nous analysons deux niveaux distincts de territorialisation et en interaction. Le premier niveau est celui des enjeux liés aux stratégies et aux pratiques des acteurs (aménagement de sites de production, infrastructures, emplois, conflits, etc.) et à la valeur qu'ils attribuent aux territoires qu'ils transforment et qui n'est pas univoque (Debarbieux, 2007). De fait, pour ces acteurs, le territoire est bouleversé et est co-produit sur une base tangible et concrète (matières premières captées en tant que commodités et entrant dans une stratégie économique) et sur une base idéelle (représentations des espaces ruraux concernés). Ensuite, le processus de territorialisation, particulièrement celui des acteurs globalisés, suscite des jeux d'alliances, des négociations, des réactions d'opposition, des conflits plus ou moins aigus en fonction de l'organisation du système socio-spatial existant et de l'ampleur des transformations engendrées par l'activité extractive (modifications des infrastructures, paysage modifié, contaminations, spoliation, type d'emplois, etc.). Le second niveau est donc celui des réactions et des conflits mais, aussi, des formes de négociation qui peuvent tendre vers une hybridation des logiques des acteurs et de leurs intentionnalités, aboutissant à la co-production d'un nouveau système socio-spatial local, voire régional.

La première partie de l'article explique l'approche retenue et la méthode d'investigation, et donne des éléments contextuels sur les régions rurales étudiées en Argentine. La seconde partie aborde le niveau d'ancrage des entreprises et de leurs systèmes productifs. Elle traite aussi la question des négociations permanentes entre les acteurs, qui dépassent les discours ou les postures conflictuelles, et qui tentent de prendre en compte la valeur donnée aux ressources localisées par chacune des catégories d'acteurs.

1. Des régions rurales marquées par les activités tournées vers l'exportation

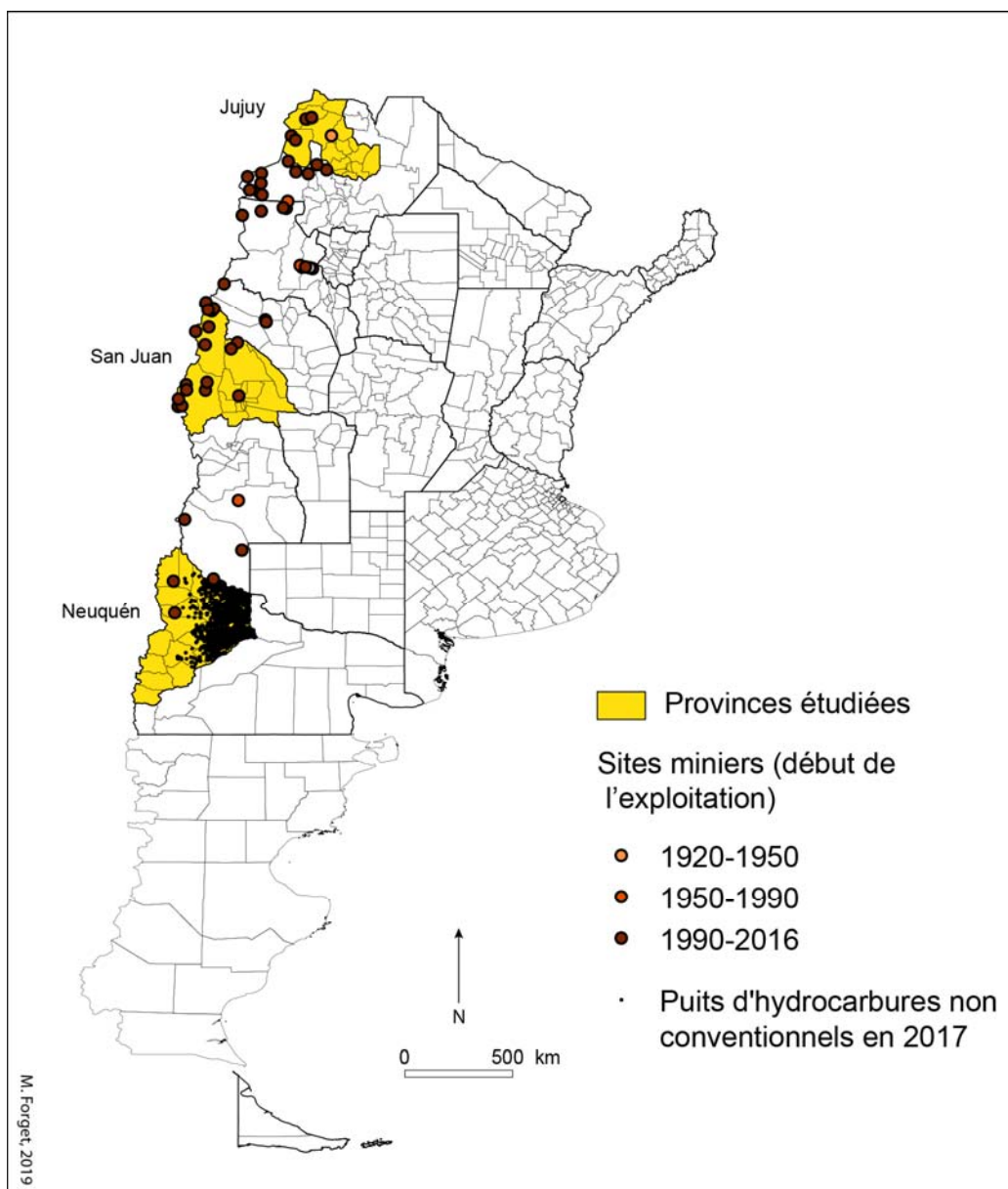
Les transformations des territoires ruraux argentins s'inscrivent dans une trajectoire historique qui remonte à la période coloniale et à l'intensification de l'exploitation de la Pampa à partir de la fin du XIX^{ème} siècle. Elles reposent sur trois secteurs-clés qui caractérisent la matrice économique du pays : l'agriculture, l'énergie et la mine. Leur développement récent, à grands renforts de technologies et d'innovations, est le fait de sociétés transnationales avec des compagnies principalement canadiennes et australiennes dans le domaine minier, et d'entreprises argentines, mais aussi étrangères, dans les productions énergétique et agricole (Guibert, 2013 ; Bülher *et al.*, 2016, Carrizo et Forget, 2017).

Les espaces ruraux des provinces de Neuquén et de Río Negro, au nord de la Patagonie (Figure 1), représentent un cas assez emblématique de la co-présence de deux de ces productions destinées en grande partie à l'exportation : d'une part, ils abritent des productions de fruits à pépins et des vignes dès les premières années du XX^{ème} siècle, avec des modes de production basés sur l'irrigation et sur une gestion collective d'un réseau étendu de canaux ; d'autre part, ils sont connus aussi pour l'exploitation pétrolière implantée à partir des années 1920. Ainsi, ces deux provinces se caractérisent par des espaces productifs où le sol et le sous-sol peuvent être exploités concomitamment : les exploitants agricoles développent leurs vergers irrigués de fruits à pépins (pommes principalement), tout en accueillant dans leurs propriétés et leurs alentours, les installations d'exploitation d'hydrocarbures (pétrole et gaz conventionnels ou de schiste). L'emprise au sol, dans l'exploitation agricole, des puits et des oléoducs, est compensée par une indemnité légalement obligatoire et versée par l'acteur pétrolier au propriétaire du terrain concerné.

Les autres provinces prises en compte par notre recherche sont celles de Jujuy et de San Juan (Figure 1). Ces provinces dites « minières » ont attiré le développement de grands sites à

ciel ouvert (*open pit*) durant la « décennie minière » des gouvernements Kirchner, période où des mesures incitatives nationales, régionales et locales ont motivé l'arrivée rapide d'IDE (investissements directs étrangers) importants (Denoël, 2019).

Fig. 1. Carte de localisation des provinces étudiées et de l'évolution des sites miniers et des puits d'hydrocarbures non conventionnels (province de Neuquén).



Les entretiens menés début 2016 dans la province de Neuquén (et à la marge Nord-Ouest de celle de Río Negro), à la mi-2014 dans la province de Jujuy et fin 2016 dans celle de San Juan, sont de type semi-directif et qualitatif. Ils ont concerné des acteurs institutionnels (municipalités, ministères, représentants des communautés locales, services de planification et d'aménagement du territoire), des acteurs économiques (agriculteurs, entreprises pétrolières,

compagnies minières) et des habitants de ces espaces (populations indigènes). Ces entretiens ont été complétés par des visites de sites miniers et d'hydrocarbures, et d'exploitations de production de fruits, en prenant soin d'observer le territoire en tant qu'espace repéré pour ses potentialités productives (matières premières, foncier agricole, ressource hydrique) et en tant que lieu de vie des populations. Ces campagnes de terrain ont été doublées d'une veille informationnelle régulière.

Par ailleurs, nous nous sommes imprégnées de la littérature scientifique qui abonde sur la question des ressources. Des approches critiques affirment que la ressource est d'abord un objet politique et le résultat de tensions contradictoires autour de la définition de sa valeur (Bridge et Bakker, 2006, Anderson et Tolia-Kelly, 2004). En outre, elles posent la question de leur mise en valeur, de la « malédiction » de leur « abondance » (Van Der Ploeg et Poelhekke, 2008) pour les territoires qui les offrent (Rosser, 2006, Magrin 2011) et de leur propension conflictogène liée à des rapports inégaux de pouvoir (Bebbington, 2012, Magrin, 2013, Le Billon, 2003 ; Bednik, 2016 ; Bos et Lavrard-Meyer, 2015). C'est d'ailleurs en Amérique latine qu'a été forgée la notion de néo-extractivisme, dénonçant la déstructuration territoriale et l'appauvrissement des territoires, processus liés à l'exploitation mondialisée des matières premières (Acosta, 2011, Gudynas, 2009, Svampa *et al.*, 2009).

Au-delà de ces analyses conceptuelles en termes de spoliation et de résistance de la part des populations locales, les premiers constats que nous avons pu faire à partir des observations de terrain et qui sont accompagnés par les propos tenus par les acteurs engagés dans les chaînes de valeur étudiées, montrent que l'exploitation des biens miniers et des hydrocarbures, et des terres agricoles, répond à des méthodes standardisées (globalisées) et reproductibles au-delà des contraintes ou des spécificités de chaque territoire, lourdes parfois.

Matériellement, les activités extractives minières et hydrocarburifères créent des systèmes spatiaux qui s'articulent autour des lieux de production, des nœuds de commandement urbains et des points d'exportation, reliés par des infrastructures de connexion (routes, lignes électriques, gazoducs ou adduction d'eau) souvent construites spécifiquement par et pour le site extractif (Carrizo *et al.*, 2016). L'évolution des territoires ruraux se fait alors sous une forme archipélagique, avec une organisation spatiale optimisée et tendue vers une rentabilité maximale des sites productifs, rentabilité recherchée par les sociétés étrangères (parfois orientée par une logique plus actionnariale que productive), en articulation avec les acteurs locaux du secteur. Le plus souvent, ces archipels miniers et d'hydrocarbures sont composés de plusieurs sites de production proches géographiquement et reliés à un axe routier principal drainant les ressources extraites vers les lieux d'exportation.

De même, l'implantation d'activités agricoles intensives en capital et en technologies (irrigation, sélection variétale, traitement phytosanitaire, etc.) résulte de la sélection d'étendues foncières en fonction des types de sols, de la présence d'eau, de l'acheminement possible des récoltes via une piste ou une route déjà ouverte, ou de la possibilité d'installations agro-industrielles. La ville proche et la grande ville sont les points, ou nœuds, spatiaux névralgiques d'organisation et de valorisation de la production, étant donné les services qu'elles proposent. Le paysage est ponctué par les vignes et les vergers irrigués, qui contrastent dans la steppe patagone qui les entoure dans les cas des provinces de Neuquén et de Río Negro, ou dans le contexte des écosystèmes montagnards dans le cas de San Juan (vignes en altitude).

Chacune de ces activités ont en commun de nécessiter et de consommer beaucoup d'espace, ce qui bouleverse le rapport à la ressource foncière. Ainsi, bien souvent, les petits producteurs agricoles de ces régions périphériques, plutôt voués à l'élevage caprin ou ovin, ou

à des productions traditionnelles, ne possèdent pas de titres de propriété pour leurs terres (cas des populations indigènes) ou exploitent des terres dont le titre n'est pas à jour. Deux productions peuvent se superposer, littéralement parlant : alors que les États provinciaux argentins (ou le gouvernement fédéral, selon la juridiction) possèdent le sous-sol qui ne peut pas être privatisé, le sol (en surface) peut être une propriété publique ou privée. Ainsi, dans le nord de la Patagonie, les entreprises pétrolières ou minières acquièrent des concessions d'exploitation du sous-sol pour installer leurs sites d'extraction (puits, mine). Lorsque l'exploitation du gisement arrive en fin de vie utile, son extension spatiale est possible vers des gisements situés à proximité, et ce en fonction de l'octroi des concessions minières, indépendamment des propriétaires de la terre.

Deux catégories d'espaces, vus comme « productifs » par les acteurs des chaînes globalisées de valeur, peuvent être différenciées selon le degré d'ancienneté de l'exploitation des ressources et la logique d'expansion et de maximisation de la rentabilité :

1- les espaces consolidés tels que les régions agricoles traditionnelles et les champs pétrolifères historiques. Ici, les systèmes productifs se sont enracinés et se sont imposés peu à peu dans la logique sociale, politique et économique des territoires locaux, tout en engendrant des retombées variables. Or, toute nouvelle activité peut créer une remise en cause du système socio-économique local. Par exemple, dans le cas du nord de la Patagonie, la main d'œuvre agricole est actuellement attirée par le boom de l'exploitation de pétrole et gaz de schiste. Les travaux tels que la taille des arbres (pommiers, poiriers, etc.) ou la récolte des fruits, sont délaissés face à l'attrait des salaires proposés par les entreprises pétrolières, qui débauchent ainsi des ouvriers agricoles malgré le caractère court-termiste de ces emplois.

2- les espaces récemment investis (« ouverts », selon le vocable local) où les acteurs recherchent et captent de nouveaux gisements et/ou ressources. Le contexte politique local et national est accommodant et les conditions de production favorables. Peu ou non exploitées, ces zones offrent des potentiels importants pour les entreprises. Correspondant à des « angles morts de la mondialisation » (Dollfus, 1984 et 2007), les investisseurs tendent à les relier et à les intégrer selon leurs objectifs et leurs règles, sans vraiment tenir compte des contextes locaux qui sont souvent peu contraignants. Les risques de conflit avec les populations peu nombreuses sont moins visibles mais tout aussi vifs que ceux qui se déclarent dans les espaces déjà mis en production. Par exemple, dans la province de San Juan, les aménagements provoqués par l'ouverture de méga-mines à ciel ouvert ont heurté les populations locales, celles-ci n'ayant pas la lecture enthousiaste affichée par les autorités locales.

En somme, les activités d'exploitation de ces ressources primaires ont des effets d'entraînement limités, en matière d'emploi, de développement local ou de réduction des inégalités socio-économiques. Elles peuvent susciter parfois la mise en place d'activités de service (logement, restauration) ou peuvent créer des débouchés pour des biens locaux (produits alimentaires et gastronomie locale valorisés par les cadres des entreprises). Néanmoins, le plus remarquable est que ces retombées limitées ont pour corollaire un bouleversement en profondeur des espaces et des sociétés locales. En effet, les activités extractives et les productions agricoles créent des territoires très imprégnés par leur organisation et leur logique spécifique, et par les stratégies des acteurs qui les pilotent, sans tenir compte très souvent des pratiques et des représentations des habitants. Il y a en quelque sorte mise à disposition des espaces et des sociétés locales, d'autant plus qu'il y a peu de planification et d'encadrement de la part des autorités publiques.

2. Principes de territorialisation des entreprises

Bien que l'occupation du sol par l'agriculture, les sites miniers et l'exploitation des hydrocarbures soit spécifique à chaque activité, que celle-ci soit historique ou nouvelle, les trois secteurs se fondent sur des principes assez semblables de territorialisation, celle-ci étant entendue comme l'insertion dans le tissu local des entreprises liées aux chaînes globalisées de valeur. Ces principes se fondent sur un ancrage territorial croissant, via les sites d'exploitation, les infrastructures de transport et toutes les activités connexes à l'extraction et à la production des biens primaires à exporter. L'implantation de ces sites définit ainsi une organisation en archipel, les sites étant reliés entre eux physiquement (routes, flux de camions, déplacement des personnels, locaux de gestion et de pilotage dans les villes locales et dans les métropoles, etc.) et virtuellement (moyens et techniques de communication, débouchés et marchés via les réseaux numériques, etc.). Ils s'appuient sur le territoire, local et national (Arrault, 2005), tout en le réorganisant en partie. De plus, ces implants extractifs, tels que les sites miniers, procèdent de la production d'espaces extra-territoriaux (ou enclaves) qui contribuent à la fragmentation des milieux ruraux locaux et des territoires nationaux, tout en étant à la base du fonctionnement de l'espace mondialisé contemporain (Antheaume et Giraut, 2005 ; Ferguson, 2006).

Ces principes de territorialisation (ancrage et organisation en sites archipélagiques) invitent à réfléchir aux stratégies déployées par les acteurs des trois secteurs, notamment quand les négociations permettent de faire converger les dimensions matérielles et idéelles de leur processus de territorialisation, et de dépasser certaines situations conflictuelles. Là où le dialogue arrive à se structurer, une co-production du système socio-spatial local peut prendre forme. Cette co-production est définie comme un processus reposant sur des interactions, formelles ou informelles, locales et globales, et amenant à des accords explicites ou non, visant à rendre compatibles des actions et des projets sur une même portion de territoire. Elle peut s'établir par le biais de processus d'hybridation des logiques publiques et privées, et du fait de positions consensuelles plus ou moins tacites.

Les situations suivies dans les Andes argentines et au nord de la Patagonie, amènent à interroger les bouleversements des processus de développement de ces espaces régionaux, qui découlent de la territorialisation d'acteurs globalisés venus exploiter des ressources situées et repérées pour satisfaire la demande mondiale croissante, et du développement des activités d'entreprises locales qui offrent services en amont et en aval. Des tensions existent et, localement, des dynamiques d'action collective émergent dans la société civile qui proposent des alternatives à cette orientation exportatrice de la production locale de biens énergétiques, miniers et agricoles. Néanmoins, l'exploitation de ces ressources primaires locales induit parfois, aussi, des actions de production conjointe du territoire, qui diffèrent selon le type d'espace et la complexité des jeux d'acteurs, des conflits et des hybridations qui s'y déroulent.

Trois niveaux de territorialisation, ou d'insertion socio-spatiale des activités et de leurs acteurs, peuvent être distingués en fonction des étapes suivies et de l'approfondissement de l'ancrage territorial :

- tout d'abord, le premier niveau est celui du remodelage rapide de l'espace rural concerné en développant les infrastructures nécessaires et en générant des relations professionnelles et des flux qui définissent de nouvelles dynamiques socio-économiques à l'échelle locale : présence et déplacements des nouveaux acteurs, activités de services qui s'implantent, formation et emplois proposés, actions et discours de légitimation, etc. La spécialisation productive locale est amplifiée par l'identification du territoire concerné par la production nouvellement et rapidement développée. Dans ce sens, le cas de la province de Neuquén est exemplaire : par le

biais de concessions, la perforation des puits pour les hydrocarbures non conventionnels a été accrue ces dernières années dans des espaces traditionnellement occupés par la production viti-vinicole ou et de fruits (Figures 2 et 3). Ainsi, la mise en exploitation récente des hydrocarbures non conventionnels de Vaca Muerta a rebattu les cartes avec une extension du champ pétrolifère qui jouxte désormais des vignobles del Chañar créés il y a seulement une trentaine d'années.

- Ensuite, un deuxième niveau correspond à la création de filiales nationales par les entreprises étrangères, dans le cadre de la formation de consortiums complexes et souvent difficiles à identifier. Le caractère transnational des capitaux investis et la destination finale des bénéfices sont gommés par le nom de la filiale qui tend à faire penser que l'entreprise est locale (ou nationale).

- Enfin, le troisième niveau du type de relations avec les populations locales accompagne le processus de territorialisation. Dans la plupart des situations, des conflits se dessinent, suscités par l'appropriation des ressources au détriment des habitants qui ne sont pas conviés à la définition de ces projets productifs, décidés ailleurs et bien en amont de leur implantation locale.

Figure 2 - Co-présence dans la province de Neuquén des espaces d'agriculture irriguée et des zones d'extraction d'hydrocarbures non-conventionnels

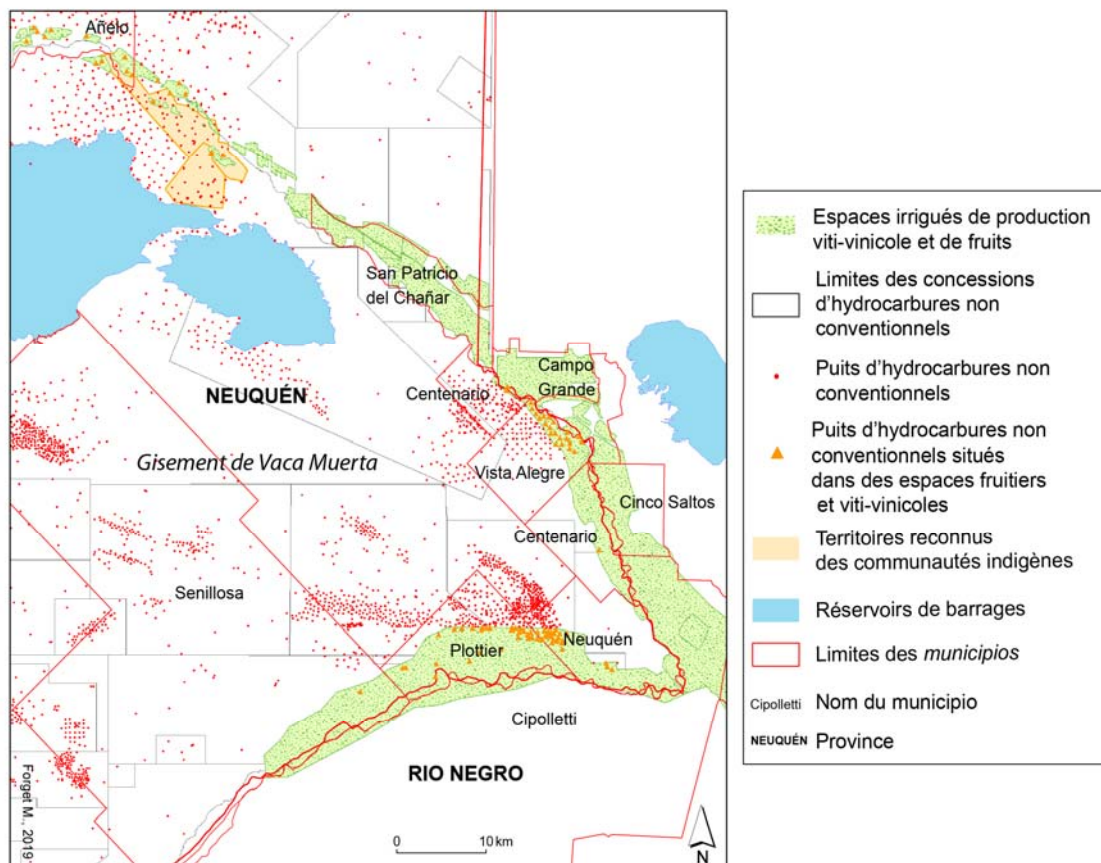


Figure 3 - Co-présence des systèmes agricoles et hydrocarburifères dans la commune de Allen, province de Neuquén. La photographie montre un important canal d'irrigation pour la fructiculture et le panneau de la direction vers la Bodega Humberto Canale, ainsi que les panneaux et cheminées informant de la présence du gazoduc transportant le gaz produit sur ces mêmes parcelles agricoles. Source : Forget, 2016.



La demande à l'international requalifie les territoires ruraux en fonction de leur dotation en matières premières. Acteurs privés et collectivités locales (gouvernements provinciaux, municipaux) négocient entre eux les conditions d'investissement et de mise en exploitation. Il y a donc, au-delà des conflits et des résistances d'une partie de la population, des processus d'hybridation entre les logiques des entreprises privées et les politiques des autorités publiques, et entre les modes traditionnels et les méthodes modernes d'exploitation des ressources, et ce du local et du global. Ces processus de co-production des territoires œuvrent à leur tour à la redéfinition des relations entre les différentes catégories d'acteurs sans toutefois rendre caducs les rapports de pouvoir préexistants.

3. Co-production des territoires ruraux : arrangements et jeux d'acteurs

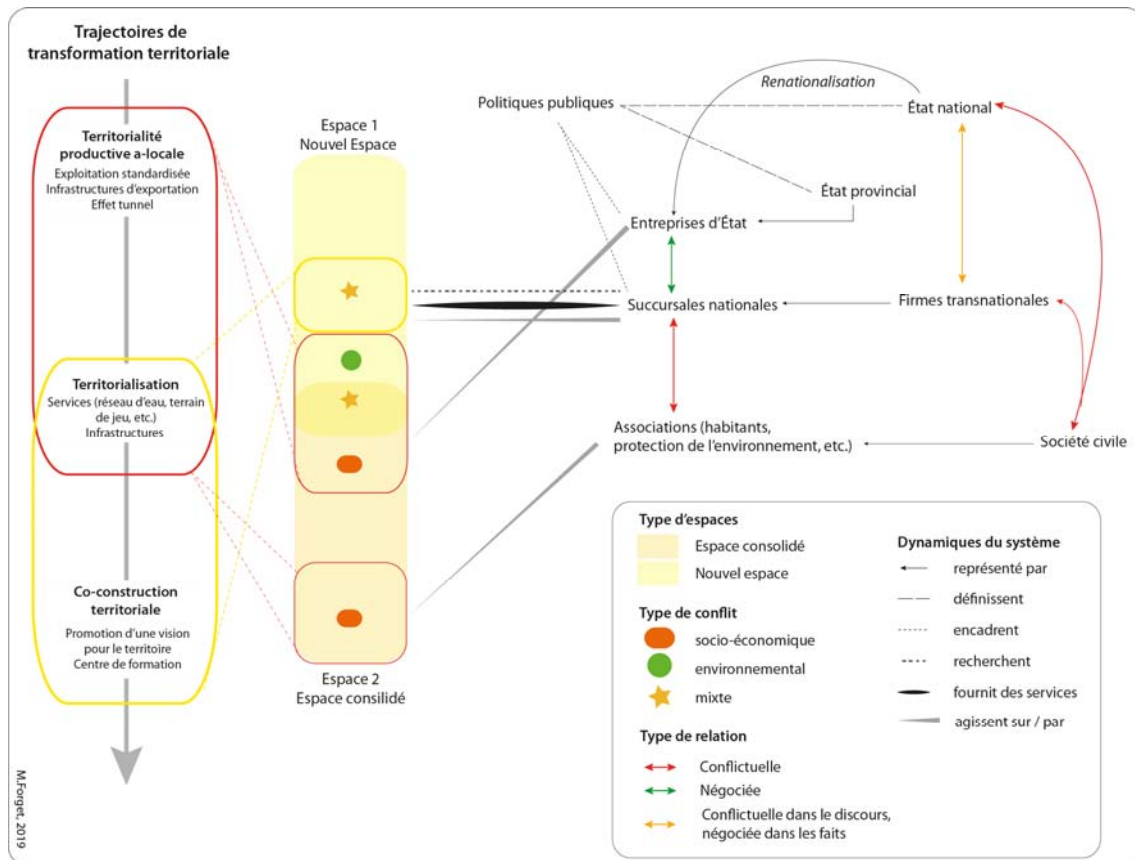
En Argentine, dans chaque province, les négociations au sujet des activités d'exploitation des matières premières amènent à des co-productions socio-spatiales variées. Ces processus concernent une grande diversité d'acteurs, qu'ils soient publics ou privés, ou qu'ils soient habitants des espaces locaux concernés (zone rurale, villes, etc.). Des arrangements de type financier, technique, matériel ou administratif sont décidés, tant le partage d'intérêts peut peser en faveur de la reformulation des politiques publiques nationales et de la redéfinition de certains projets provinciaux, modifiant ainsi le devenir des espaces ruraux. Ces co-productions socio-spatiales locales émergent donc de la convergence d'intérêts mais elles sont aussi souvent le résultat d'une négociation nécessaire à la résolution de conflits. Parfois, la

recherche d'un plus grand compromis et le déblocage de situations de conflits sur le long terme, amènent à une coopération dans le fonctionnement du système. Cette dynamique de coopération influence les choix quant aux types d'investissements menés à bien à la fois par le public et le privé, et elle peut guider les stratégies des sociétés étrangères, sachant que les rapports de force existants ne sont pas nécessairement redéfinis (Pestre, 2011). Les acteurs publics locaux ayant moins de marge de manœuvre que les acteurs privés engagés dans les projets productifs, l'interaction renforce les liens de co-dépendance : en effet, les autorités publiques, locales ou nationales, voient une grande partie de leurs revenus fiscaux être composés des apports des entreprises, celles-ci ayant auparavant négocié, voire imposé, les conditions d'implantation de leur activité et son développement. De même, les interrelations sont importantes, de par les services induits aussi bien par les entreprises que par les acteurs publics.

Dans ces (ré)aménagement, les espaces ruraux sont remodelés par cette co-dépendance en fonction du niveau de territorialisation des entreprises extra-locales. Ils dépendent de la mise en place de la gouvernance des entreprises à partir des centres urbains, avec une déclinaison du global au local : de la métropole de Buenos Aires à la capitale provinciale (ville de Neuquén) en passant par des bourgs au rôle redéfini par une activité en croissance (exemple de la localité d'Añelo, épice de l'exploitation des pétrole et gaz de schiste du gisement de Vaca Muerta). De plus, des acteurs locaux peuvent emprunter les mêmes stratégies productives que celles des entreprises extractives. Le gradient s'échelonne d'une implantation non-intégrée, due au schéma productif importé qui aplanit ou ignore les « rugosités de l'espace » (Santos, 1997), à la co-présence selon des compromis et des jeux d'acteurs qui oscillent entre relations conflictuelles et/ou négociées.

La Figure 4 schématise ces jeux d'acteurs et les processus de territorialisation. À droite sont symbolisés les types de relations dominantes entre les différents acteurs en fonction de leur degré de conflictualité : en rouge, les relations conflictuelles entre la société civile, les entreprises transnationales et l'État ; en vert, les relations négociées entre les entreprises publiques et les succursales nationales des groupes transnationaux ; en orange, les relations conflictuelles dans le discours et négociées dans les faits. Ces jeux d'acteurs s'inscrivent dans un espace, représenté sur la gauche, selon un gradient de consolidation de l'adéquation entre l'identité du territoire et les pratiques extractives avec un « espace consolidé » (activités installées de manière historique) ou les « nouveaux espaces » (activités apparues récemment). Dans ces espaces apparaissent des conflits de différents types. Par exemple, les entreprises recherchent des espaces libres, les transforment, tout en fournissant des services. Les conflits dans ces espaces sont mixtes, à la fois environnementaux et socio-économiques. Cela induit un niveau de territorialisation qui va de la territorialité productive a-locale à la co-production territoriale, suivant un gradient représenté par la flèche située sur la gauche de la figure.

Figure 4 - Jeux d'acteurs et processus de territorialisation



Source : Forget, Guibert et Carrizo, 2019 (d'après Guibert *et al.*, 2018)

Autrement dit, les entreprises, notamment transnationales, ont besoin de créer des conditions tendant vers un contexte social-spatial apaisé. Loin de régler tous les conflits, la co-production des territoires où elles opèrent commence donc par des arrangements avec les populations et les gouvernements locaux, afin de freiner, voire de désamorcer, les mobilisations sociales qui ralentissent ou bloquent les plus grands projets : embauche de main-d'œuvre locale, élaboration avec les habitants d'une vision commune du développement des villages (création d'un système d'adduction et de récupération des eaux, construction d'un terrain de football, services de santé, etc.), formation de comités de suivi indépendants dans le contrôle de la qualité des eaux, retombées fiscales, etc. La territorialisation des entreprises transnationales passe alors par des étapes successives et/ou itératives qui amènent à des processus de négociation pouvant aboutir à l'hybridation des logiques publiques et privées. Les entreprises incorporent donc, dans leur fonctionnement, des pratiques qui impliquent la société locale, alors que les projets publics tiennent compte des intérêts privés. Les autorités publiques bénéficient de la présence des grandes entreprises minières, pétrolières et agricoles, par le biais d'actions menées au nom de la RSE (Responsabilité sociale environnementale) et/ou des retombées fiscales. En retour, celles-ci tirent profit de leur influence sur l'exercice du pouvoir local, pour contenir tout frein à leurs activités.

Finalement, les enclaves minières, et les champs pétrolifères, ceux-ci parfois spatialement imbriqués avec les activités agricoles, sont pilotés par des acteurs transnationaux et nationaux qui exercent donc des modes de domination qui jouent en faveur de la consolidation de l'activité. Dans le cas d'espaces productifs consolidés, les méthodes agricoles modernes provoquent des changements socio-économiques avec une reconfiguration du

marché du travail (baisse du nombre d'emplois peu qualifiés) et avec des conflits environnementaux du fait de la contestation des attributs du modèle productif (pulvérisations aériennes de produits phytosanitaires, type de semences utilisées, marché foncier, etc.) (Dougnac *et al.*, 2013). Pour les territoires pétroliers, ce sont des dynamiques d'hybridation et/ou de contestation qui prédominent avec des adaptations en cas de fermeture de puits ou de production réorientée. Les conflits éclatent lorsque la coopération entre les logiques syndicales, publiques et privées ne parvient pas à se mettre en place à travers les processus de négociation. Les mouvements de protestation les plus classiques en Argentine sont les *piquetes*, c'est-à-dire la paralysie d'un secteur d'activité en coupant les routes et les principaux accès (Bonifacio *et al.*, 2003). Ce mode de protestation a d'ailleurs été « inventé » dans les territoires historiques du pétrole en Argentine (Cutral-Có et Plaza Huincul) lors de la privatisation de l'entreprise pétrolière nationale YPF dans les années 1990.

Dans le cas des espaces récemment récepteurs d'une de ces activités, les acteurs des chaînes globalisées de valeur importent et imposent des méthodes qui ont des impacts importants (déforestation à grande échelle, usage intensifié des ressources hydriques à la disponibilité déjà faible dans les territoires secs au pied de la Cordillère des Andes) et qui se déploient au détriment des activités historiquement pratiquées. Le cadre juridique et légal va parfois à l'encontre des droits individuels et collectifs des communautés indigènes en particulier, et est souvent peu respecté en ce qui concerne les mesures de protection de l'environnement (Escobar, 2018 ; Audubert, 2017 ; Svampa et Viale, 2014 ; Gambina, 2010 ; Harvey, 2010). Une hybridation dans les discours de défense du territoire articule à la fois des dénonciations d'ordre local et des mots d'ordre de niveau mondial. Ainsi, les conflits sont souvent structurés par des réseaux d'acteurs d'échelle nationale, voire internationale, comme le mouvement « No a la minería » qui fédère les luttes anti-sites miniers sur tout le continent latino-américain. Ces réseaux, soutenus par des ONG internationales, utilisent des arguments globalisés comme le changement climatique ou le droit international des populations indigènes (Urkidi Azkarraga, 2008) et médiatisent les conflits au-delà des territoires concernés. En 2013, les manifestations chiliennes et argentines contre la mise en œuvre de la mine de Pascua Lama (à la frontière des deux pays, au nord-ouest de la province de San Juan) ont été doublées d'une protestation similaire à Paris la même année, défendant les populations locales face aux impacts environnementaux de ce site minier. En regard de leurs propres représentations du territoire et des ressources, les habitants font connaître leur vision, à la fois économique et identitaire, de « leurs » espaces de vie, et ils présentent des alternatives quant à la mise en valeur des terres et des territoires dont ils se sentent dépossédés.

Conclusion

En Argentine, les territoires à la marge acquièrent une nouvelle dynamique avec les activités d'exploitation des matières premières localisées. Les entreprises extractives recherchent de « l'espace libre » ; cette requête est posée face aux droits et à la souveraineté du pays sur les espaces qu'elles convoitent et qui sont, aussi, les territoires de populations rurales locales. Ces territoires sont l'objet de revendications de la part de leurs habitants, soucieux de la quantité et de la qualité de l'eau, de l'accès à la terre, de leur droit de circulation, de leur droit à l'emploi, d'une rétribution équitable de leurs activités. Autrement dit, ils réclament une justice sociale et environnementale effective. Ainsi, la multiplication des sites miniers de grande dimension, la mise en exploitation des hydrocarbures non conventionnels ou l'expansion spatiale de l'agriculture, sont contestées par les populations locales et des mouvements sociaux internationaux, qui interrogent les formes de développement territorial que ces implants

extractifs font miroiter. Si les territoires accueillant ces activités profitent de retombées positives telles que l'amélioration des infrastructures du fait des actions de RSE (responsabilité sociale des entreprises) et de certains investissements réalisés, ou d'accords avec les autorités locale, des collectifs d'acteurs sont constitués contre ces systèmes productifs. Constitués en mouvements revendicatifs et identitaires, ils formulent et médiatisent une autre forme de développement socio-économique et de valorisation des ressources locales.

En réponse aux conflits nés de l'implantation de ces systèmes productifs du secteur primaire (mine, hydrocarbure, agriculture), l'ensemble des acteurs économiques nationaux et transnationaux s'efforcent de proposer des dynamiques participatives ou des actions censées enclencher des processus compensateurs. Ces acteurs, en lien avec les autorités publiques, façonnent de nouvelles visions du devenir des tissus socio-spatiaux locaux en fonction de leurs objectifs et de leurs moyens d'action. En effet, la dynamique productive d'activités tournées vers l'exportation repose sur la territorialisation d'acteurs qui repositionnent ces espaces périphériques à toutes les échelles, avec une plus grande connexion au système monde (Ghorra-Gobin *et al.*, 2016). L'implantation locale de ces entreprises, liées aux flux internationaux (échelle globale), entraîne alors une nouvelle centralité dans le pays (échelle nationale) et un dynamisme majeur pour l'activité extractive (échelle locale). Elle débouche sur une sorte de « démarginalisation » des espaces ruraux concernés qui articule, de manière complexe, la recherche d'espaces productifs par les entreprises extra-locales et l'expression d'autres aspirations pour leur territoire par les populations locales, davantage conformes à leurs pratiques et leurs représentations de leur espace de vie.

Références bibliographiques

ACOSTA, A., 2011. "Extractivismo y neextractivismo: dos caras de la misma maldición", p. 83-121, dans M. LANG et D. MOKRANI, *Más allá del desarrollo*. Grupo Permanente de Trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, Quito, Fundación Rosa Luxemburg-Abya Yala

ANDERSON, B. et TOLIA-KELLY, D., 2004. "Matter(s) in social and cultural geography," *Geoforum*, n° 6, p. 669-674

ANTHEAUME, B., GIRAUT, F. (dir.), 2005. *Le territoire est mort. Vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, Paris, IRD, 384 p.

ARANDA, D., 2012. «Corte Suprema, minería y pueblos indígenas», Observatorio de Derechos Humanos de Pueblos Indígenas, Disponible à odhpi.org/2012/03/corte-suprema-mineria-y-pueblos-indigenas/ (consulté le 28/02/2014)

ARRAULT, J.-B., 2005. « Du toponyme au concept ? Usages et significations du terme archipel en géographie et dans les sciences sociales ». *L'Espace géographique*, n°4, p. 315-328

AUDUBERT, V., 2017. « La notion de *Vivir bien* en Bolivie et en Équateur, réelle alternative au paradigme de la modernité ? », *Cahiers des Amériques latines*, n° 85, p. 91-108

BEBBINGTON, A., 2012, *Social Conflict, Economic Development and the Extractive Industry: Evidence from South America*, London, Routledge, 280 p.

BEDNIK, A., 2016. *Extractivisme, Exploitation industrielle de la nature : logiques,*

conséquences, résistances, Paris, Le passager clandestin, 370 p.

BONIFACIO, J. L., MASES E., TARANDA D., 2003. «Procesos de constitución de los movimientos piqueteros en la Provincia de Neuquén». *Estudios sociales*, n° 25, p. 69-187

BOS V. et LAVRARD-MEYER, C., 2015, “Néo-extractivisme » minier et question sociale au Pérou, *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 78 | 2015, mis en ligne le 13 janvier 2016, consulté le 02 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/camphrier-2.grenet.fr/cal/3501> ; DOI : 10.4000/cal.3501

BRIDGE G., BAKKER K., 2006. “Material worlds? Resource Geographies and the ‘Matter of Nature’”, *Progress in Human Geography*, Vol 30, n°1, p. 5-27

BÜHLER, É. A., GUIBERT, M., OLIVEIRA, V. L. (éd. sc.), 2016. *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização. Abordagens a partir da América do Sul*, Porto Alegre, Ed. da UFRGS, 288 p.

CARRIZO S. C., FORGET M., 2017, «Fronteras y frentes energéticos en Argentina», *Revista Orbis Latina*, vol.7, n° 1, p. 37-51

CARRIZO, S., FORGET, M., DENOËL, M., 2016. «Implantaciones mineras y trayectorias territoriales del noroeste argentino, un nuevo centro extractivo mundial», *Revista de estudios sociales*, n° 54, p. 120-136

DEBARBIEUX, B. 2007. Territoire-Territorialité-Territorialisation : aujourd’hui encore et bien moins que demain..., p. 19-30, dans M. VANIER, *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

DENOËL M., 2019. *Rapports de pouvoir dans l’activité minière : entre modèle néo-extractiviste et variations territoriales. Le cas des provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza en Argentine*. Thèse de doctorat en géographie, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès, 387 p.

DI MEO, G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan, coll. Fac-géographie, 320 p.

DOLLFUS, O., 1984. « Le système-monde. Proposition pour une étude de géographie », *Actes du Géopoint. Systèmes et localisations*, Université d'Avignon, p. 231-240.

DOLLFUS, O., 2007. *La mondialisation*, Presses de Sciences Po, La Bibliothèque du citoyen, 175 p.

DOUGNAC, G. M. (dir.), 2013. *De especie exótica a monocultivo. Estudios sobre la expansión de la soja en Argentina*, Buenos Aires, Ed. Imago Mundi, 320 p.

ELISSALDE, B., 2002. « Une géographie des territoires », *L’information géographique*, Vol. 66, n°3, p. 193-205

ESCOBAR, A., 2018. « Territoires de différence : l’ontologie politique des “droits au territoire” », p. 85-97, dans A. ESCOBAR, *Sentir-penser avec la terre*, Paris, Ed. Anthropocène Seuil, 228 p.

FERGUSON J., 2006. *Global Shadows. Africa in the Neoliberal World Order*. Durham and London, Duke University Press, 257 p.

FORGET, M. 2015. "Territorial Trajectories within a New Centre for the Globalised Mining Industry: the Andes of Northern Argentina", *Journal of Alpine Research / Revue de géographie alpine* [En ligne], 103-3 | 2015, mis en ligne le 07 janvier 2016, consulté le 02 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org.camphrier-2.grenet.fr/rga/2973> ; DOI : 10.4000/rga.2973

GAMBINA, J. C. (dir.), 2010. *La crisis capitalista y sus alternativas: una mirada desde América Latina y El Caribe*, Buenos Aires, Clacso Libros, 287 p.

GHORRA-GOBIN, C., REGHEZZA-ZITT, M., 2016. « Le local au prisme de la globalisation », p. 9-35. In C. GHORRA-GOBIN, M. REGHEZZA-ZITT (sous la dir. de), *Entre local et global : les territoires dans la globalisation*, Paris, Ed. Le Manuscrit, 276 p.

GORENSTEIN, S., ORTÍZ, R., 2017, «El nuevo ciclo de reprimarización en el Cono Sur latinoamericano. Aportes para una aproximación crítica», *Revista interdisciplinaria de estudios agrarios*, n° 46, p. 141-160

GUDYNAS, E. 2009. "Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual", p. 187-225, dans J. SCHULDT, A. ACOSTA, A. BARANDIARAN, A. BEBBINGTON, M. FOLCHI, A. ALAYZA, E. GUDYNAS, *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, Centro Andino de Acción Popular (CAAP) – Centro Latinoamericano de Ecología Social (CLAES).

GUIBERT, M., 2013. « Les formes associatives de production agricole en Argentine et en Uruguay : entre territoire et réseau ? », *Études rurales*, n° 191, p. 77-90.

GUIBERT, M., FORGET, M., CARRIZO, S. C., 2018, «Hidrocarburos y agricultura en el Comahue (Patagonia, Argentina) : relaciones de poder y transformaciones territoriales», *Revista Eutopía*, n° 14, DOI: <http://dx.doi.org/10.17141/eutopia.14.2018.3616>

HARVEY, D., 2010. *Le Nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 256 p.

LANGBEHN, L., 2016, «Arenas públicas, modelos de desarrollo y políticas de protección del ambiente: la Ley de Bosques entre 'conservación' y 'producción'», p. 141-168. In G. MERLINSKY (comp.), *Cartografías del conflicto ambiental en Argentina 2*, Buenos Aires, Ed. Ciccus-Clacso, 384 p.

LE BILLON, P., 2003, « Matières premières, violences et conflits armés », *Revue Tiers Monde* n° 174, p. 297-322

MAGRIN, G. 2011. *Des rentes aux territoires. Contribution pour une géographie du développement en Afrique*. Dossier d'Habilitation à diriger des recherches, Paris, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Vol. 3, essai, 447 p.

MAGRIN, G., 2013. *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Publications de la Sorbonne, Paris, 424 p.

MÉRENNE-SCHOUMAKER, B., 2015 (2^{ème} éd.). *Atlas mondial des matières premières. Des besoins croissants, des ressources limitées*, Paris, Ed. Autrement, 96 p.

PESTRE, D. 2011. « Des sciences, des techniques et de l'ordre démocratique et participatif », *Participations*, n° 1, p. 210-238.

RADOVICH, J. C., 2005, “La ideología de los grandes proyectos” dans M. REIS, J. RADOVIHC, A. BALAZOTE (éds): *Disputas territoriales y conflictos interétnicos en Brasil y Argentina*. Ferreyra Editor, Córdoba.

RAFFESTIN, C., 1986, « Ecogenèse territoriale et territorialité », p. 175-185, dans F. AURIAC, R. BRUNET. *Espaces, jeux et enjeux*. Paris, Ed. Fayard & Fondation Diderot.

REDON, M., MAGRIN, G., CHAUVIN, E., PERRIER BRUSLÉ L., LAVIE É. (sous la dir.), 2015. *Ressources mondialisées, essais de géographie politique*, Paris, Pub. de la Sorbonne, 336 p.

ROSSER, A., 2006. *The Political Economy of the Resource Curse: A Literature Survey*. IDS Working paper n° 268, Centre for the Future State, 34 p.

SANTOS, M., 1997, *La nature de l'espace*, Paris, Ed. L'Harmattan, 275 p.

SVAMPA, M., BOTTARO, L., SOLA ALVAREZ, M., 2009. “La problemática de la minería metalífera a cielo abierto: modelo de desarrollo, territorio y discursos dominantes”, p. 29-50 dans M. SVAMP, MIRTA A (éds). *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires, Biblos Sociedad.

SVAMPA, M., VIALE E. (sous la dir. de), 2014. *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Ed. Katz, 425 p.

URKIDI AZKARRAGA, L., 2008. «Movimientos anti-mineros: el caso de Pascua Lama en Chile», *Revista iberoamericana de economía ecológica*, vol. 8, p. 63-77

VAN DER PLOEG, F., POELHEKKE, S., 2008, *Volatility and the Natural Resource Curse*, OxCarre Working Papers 003, Oxford Centre for the Analysis of Resource Rich Economies, University of Oxford